

[my.europe](#) > [L'Europe décodée](#)

Pourquoi les transporteurs bloquent la frontière orientale de l'UE avec l'Ukraine



Par **Jorge Liboreiro**

Publié le 04/12/2023 - 16:06

Depuis près d'un mois, les chauffeurs de camions polonais bloquent différents points de passage le long de la frontière avec l'Ukraine. Vendredi dernier, les routiers slovaques se sont joints à la contestation, transformant le conflit en une véritable crise européenne.

Des milliers de transporteurs ukrainiens sont bloqués en Pologne. Ils attendent parfois des jours avant de pouvoir passer la frontière. Les médias locaux parlent de files d'attente qui s'étendent sur plus de 30 kilomètres en territoire polonais.

Les conditions difficiles qui règnent dans la région, notamment les températures négatives, la rareté des denrées alimentaires et l'absence de services sanitaires, posent de graves problèmes de sécurité. Des rapports font état de deux conducteurs ukrainiens décédés. (La Pologne affirme qu'un seul conducteur est mort jusqu'à présent).

Kyiv qualifie la situation de "catastrophique" et défend un plan d'urgence pour évacuer les personnes bloquées. La Fédération des employeurs d'Ukraine estime que l'économie nationale a perdu au moins 400 millions d'euros.

De son côté, la Commission européenne a envoyé à Varsovie un message de désapprobation et menace de lancer une action en justice si les règles de l'UE n'étaient pas correctement appliquées.

Pourquoi les camionneurs sont-ils en colère ?

La contestation a pour origine une question de concurrence sur le marché.

Dans le cadre du soutien à l'Ukraine, l'Union européenne a accepté d'exempter les transporteurs routiers ukrainiens de marchandises de l'obligation de détenir les permis normalement exigés pour les routiers non-européens.

Cette mesure a été introduite en juin de l'année dernière pour stimuler les "corridors de solidarité", censés aider l'Ukraine à soutenir son économie nationale et ses relations commerciales face à l'invasion menée par la Russie. L'occupation partielle des troupes russes dans l'est de l'Ukraine a privé le pays de l'accès à la mer Noire, sa principale voie d'exportation.

Selon la Commission européenne, les corridors de solidarité ont permis à l'Ukraine d'exporter plus de 60 millions de tonnes de denrées alimentaires, telles que les céréales et les oléagineux, entre mars 2022 et novembre 2023, ainsi que 48 millions de tonnes de produits non-agricoles.

Mais les transporteurs polonais ne sont pas satisfaits. Ils estiment que les conducteurs ukrainiens ont bénéficié d'une marge de manœuvre excessive et profitent des nouvelles règles pour couvrir des itinéraires de transport entre les États membres qui n'impliquent pas l'Ukraine.

Les entreprises ukrainiennes proposent des prix plus bas pour leurs services et ne sont pas tenues de respecter les normes de l'UE. Les transporteurs polonais, qui occupent depuis des années une position dominante dans le secteur en Europe, estiment que cette situation relève d'une concurrence déloyale et exigent le rétablissement immédiat de l'obligation de détenir un permis.

Ils souhaitent également que les camions vides revenant d'Ukraine soient exclus du système eCherha, un système de file d'attente électronique mis en place par Kyiv, qui, selon les manifestants, crée des temps d'attente excessifs et expose les entreprises à des pertes économiques.

Les conducteurs slovaques partagent les mêmes arguments et veulent rétablir les règles en place avant le conflit.

Quelle est l'ampleur des manifestations ?

Les manifestations ont débuté le 6 novembre et se sont progressivement étendues à quatre points de contrôle situés le long de la frontière entre la Pologne et l'Ukraine : Dorohusk-Yahodyn, Hrebenne-Rava-Ruska, Korczowa-Krakovets et, depuis la semaine dernière, Medyka-Shehyni.

Au total, le pays compte huit points de passage avec l'Ukraine pour le transport routier de marchandises.

Les manifestants promettent d'autoriser le passage des véhicules transportant de l'aide humanitaire et du matériel militaire, mais Kyiv affirme que cette promesse n'est pas tenue.

Dans le même temps, des conducteurs slovaques ont bloqué le poste de contrôle de Vysne Nemecke-Uzhhorod, le point de passage le plus fréquenté de la Slovaquie avec l'Ukraine.

Ce blocage est-il lié au différend sur les céréales ukrainiennes ?

À proprement parler, non. Le mouvement de contestation actuel est lié à la concurrence exercée par les transporteurs ukrainiens, qui peuvent désormais desservir plus facilement les clients européens.

Toutefois, le blocus a un lien avec le différend sur les céréales. En réponse à l'invasion russe, l'UE a levé les droits de douane sur les produits agricoles ukrainiens, qui étaient exportés hors du pays par les corridors de solidarité. La suppression de ces taxes a entraîné une surabondance de céréales ukrainiennes à bas prix sur le marché européen, en particulier dans cinq États membres frontaliers de l'Ukraine : la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie.

Face à la colère des agriculteurs, la Pologne a réagi en imposant une interdiction unilatérale de vente ou de stockage des céréales ukrainiennes sur son territoire. Cette interdiction a été conçue et établie par le gouvernement ultraconservateur sortant comme une mesure politique.

Les transporteurs qui protestent aujourd'hui constituent un mouvement populaire, sans instigation directe de l'État. Varsovie a toutefois exprimé sa solidarité avec les professionnels concernés.

Que dit l'UE ?

Adina Vălean, commissaire européenne en charge des Transports, qualifie la situation d'"absolument inacceptable" et a appelé à une résolution rapide.

"Je soutiens le droit des gens à protester, mais l'ensemble de l'UE - sans parler de l'Ukraine, un pays actuellement en guerre - ne peut être pris en otage par le blocage de nos frontières extérieures. C'est aussi simple que cela", a souligné la semaine dernière Adina Vălean.

La commissaire européenne reproche au gouvernement polonais de ne pas faire sa part pour apaiser le conflit. Elle précise que la Commission pourrait ouvrir une procédure d'infraction pour s'assurer que le droit européen est respecté.

"Il n'y a pas de bonne foi dans la recherche d'une solution. C'est mon évaluation aujourd'hui", a expliqué Adina Vălean, " il y a un manque presque total d'implication de la part des autorités polonaises. "

"Je dis cela parce que les autorités polonaises sont censées faire respecter la loi à cette frontière", a-t-elle ajouté.

Une solution est-elle envisageable ?

Des pourparlers sont en cours entre les différentes parties, mais aucune feuille de route n'a encore été établie en vue d'une solution durable. Au cours du week-end, la Pologne et l'Ukraine ont conclu un accord ciblé pour permettre la circulation des camions vides en ouvrant le point de contrôle de Dołhobyczów-Uhryniv et en créant des créneaux distincts aux points de passage de Dorohusk-Yahodyn et de Korczowa-Krakovets.

Mais le gouvernement polonais sortant a également annoncé des inspections plus strictes des camions le long de la frontière "à la demande des transporteurs polonais" et a appelé à une révision urgente de l'accord UE-Ukraine sur le transport routier.

La Commission européenne joue le rôle de facilitateur et a suggéré une liste de "mesures techniques" susceptibles d'être introduites pour apaiser les tensions. Mais l'institution précise que la suppression des permis de transport, qui est devenue la principale source de malaise, ne serait pas concernée car elle découle d'un accord international signé avec l'Ukraine et entériné par les Etats membres.

La Commission, comme ce fut le cas lors de la controverse sur les céréales, s'oppose à toute modification significative des nombreux moyens par lesquels l'Union soutient l'Ukraine.

Pour leur part, les manifestants polonais ont déclaré que le blocus pourrait durer jusqu'au début du mois de janvier si leurs demandes ne sont pas satisfaites.